



J. F. LABOURDETTE

Vergennes

*M i n i s t r e
p r i n c i p a l
d e
L o u i s X V I*

VERGENNES

Ministre principal
de Louis XVI

DU MÊME AUTEUR

- *Le Portugal de 1780 à 1802*, Paris, SEDES, 1985.
- *La nation française à Lisbonne de 1669 à 1790, entre colbertisme et libéralisme*, E.H.E.S.S., Paris, 1988.

Illustration de Couverture : Le conte de Vergennes
par Gustav Lundberg (1695-1786)
Collection Château de Blerancourt

© Editions Desjonquères, 1990
8, rue des Coutures-Saint-Gervais
75003 PARIS

JEAN-FRANÇOIS LABOURDETTE

VERGENNES

Ministre principal
de Louis XVI

ÉDITIONS DESJONQUÈRES

AVANT-PROPOS

L'oublié de l'Histoire

Rulhière, dans le portrait qu'il fit de Vergennes, au lendemain de sa mort, remarque cruellement : « Vergennes et Calonne rentreront dans la foule des ministres oubliés... L'indépendance de l'Amérique devait illustrer à jamais le comte de Vergennes, mais la manière dont il y a travaillé semble ne lui en pas laisser tout l'honneur... »¹ Le duc de Croÿ, lorsqu'il vint faire son compliment au ministre sur la signature de la Paix de Versailles en 1783, l'en avait d'ailleurs prévenu : « Je ne répons pas de l'honneur qu'elle vous fera à présent » ; mais il l'avait rassuré sur le jugement de la postérité : « j'en répons bien dans cent ans », et le ministre, mi-plaisant, mi-sérieux, lui avait répliqué : « J'y compte au moins pour ce temps-là ! »²

Cette prédiction fut-elle sanctionnée par l'histoire ? Charles de Chambrun lui a certes rendu cet hommage éclatant : « Le traité de Versailles est le grand ouvrage de la vie de Vergennes. Nous avons tenu tête à notre rivale ombrageuse, secoué notre dépendance, relevé le prestige de la France, resserré son alliance avec l'Espagne, protégé l'éclosion d'une nation conçue dans la liberté, vouée à l'égalité et qui ne doutera jamais de soi ». ³ Emile Bourgeois surenchérit : « La France, grâce à Louis XVI et à Vergennes, avait retrouvé sa voie, le chemin de sa grandeur, de ses intérêts et de sa puissance. »⁴

Mais qu'en reste-t-il dans la mémoire des peuples ? Rien ou presque. L'indépendance de l'Amérique est indissolublement liée au nom de La Fayette qui ne fut qu'un comparse et devint un symbole. Les Américains, au lieu de saluer la France en 1917 du cri, « La Fayette, nous voilà », auraient dû s'écrier : « Vergennes, nous voici » ! Car le choix de l'aide aux Insurgents, c'est Vergennes, l'entrée en guerre contre l'Angleterre, c'est encore Vergennes, le corps expéditionnaire de Rochambeau, c'est toujours Vergennes. L'indépendance des Etats-Unis, bien sûr, c'est d'abord le triomphe d'un peuple, mais c'est aussi l'œuvre de Vergennes. Parcourons les

manuels d'histoire de nos écoles, c'est à peine s'ils citent le nom du ministre de Louis XVI. Survit sans doute une tradition diplomatique au Quai d'Orsay, dans le sillage de Chambrun qui intitulait sa biographie de Vergennes : « A l'école d'un diplomate ». Et peut-être les ministres des Affaires étrangères de la République s'honorent-ils encore de s'asseoir derrière « le bureau de Vergennes », qui n'est d'ailleurs plus qu'une réplique de l'original que Poincaré a confié au Louvre.

Treize années d'un ministère, le plus long du règne de Louis XVI, treize années qui précèdent l'une des plus grandes révolutions de l'Histoire n'auraient-elles eu aucun retentissement sur le destin de la Monarchie ? Surtout lorsque l'on sait la place que tenaient dans le Conseil du Roi les affaires étrangères, la « Politique » par excellence comme l'on appelait ce département auquel les souverains, et Louis XVI n'a pas failli à la règle, donnaient leurs soins les plus attentifs ? « Est-ce qu'un ministre des affaires étrangères n'est pas dans la réalité le ministre principal ? S'il ne l'est pas il est bien peu de choses, » raisonne Rulhière à juste titre. Mais quelle tâche surhumaine, quelle lourde responsabilité pour un seul homme, et quel ensemble de qualités exige ce département : « Où trouver un homme pour cette place qui s'empare d'une des plus nobles fonctions de la royauté, qui ne se borne pas à un royaume, mais s'étend jusqu'à l'extrémité du globe ? »⁵ Vergennes fut cet homme.

Aussi, en 1781, à la mort du vieux « mentor » Maurepas, était-il tout désigné, lui, « l'homme capable, sage et honnête », pour le remplacer auprès du Roi, alors « comme un vaisseau sans gouvernail, agité par les vents et attendant du secours ».⁶ Ce rôle de « ministre principal » (ou « principal ministre »), Vergennes le tint jusqu'à sa mort en 1787. Car, si la nature même de la monarchie absolue ne souffre pas la délégation du pouvoir royal à un « premier ministre », et si Louis XIV avait banni à jamais le système du « ministériat », il fallait bien que l'un des conseillers du Roi fût ce « centre de décision », indispensable à la bonne marche des affaires, que Louis XVI s'avéra incapable d'assumer.

C'est ce Vergennes, sinon inconnu, du moins méconnu, que nous nous sommes proposé de découvrir.

LA FORMATION D'UN DIPLOMATE (1719-1750)

Les Gravier avant Vergennes

« Son nom primitif était Gravier ; il était originaire de Bourgogne, où son nom était aussi inconnu que ceux qui le portaient... », note avec perfidie le prince de Montbarey, dans ses Mémoires, à propos de son collègue, le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères.¹

Remarque assez méchante d'un jaloux et d'un envieux envers le ministre principal, et morgue d'un noble d'extraction, prétendant au rang de prince du Saint-Empire, envers un anobli par charges. Elle n'en correspond pas moins à une certaine réalité, que le collaborateur de Vergennes, le premier commis Hennin, traduisait d'une manière moins abrupte, mais qui témoigne des sarcasmes que valut à la Cour le peu de naissance de son ministre: « Charles Gravier, comte de Vergennes, naquit à Dijon, d'une de ces familles qui, sorties depuis plusieurs générations de la classe commune, méritent de devenir illustres par le soin qu'elles prennent de former dans leur sein des hommes capables de grandes choses à quelque état qu'ils se dévouent. »²

Il est vrai que la noblesse de Vergennes était toute fraîche car il représentait la première génération noble de sa famille, son grand-père et son père ayant, en effet, exercé des charges anoblissantes durant le temps nécessaire. Il serait même très excessif d'agréger les Gravier à la noblesse de robe, comme le fait Charles de Chambrun lorsqu'il fait l'éloge de « cette noblesse de robe indépendante, probe, souvent vertueuse, parfois frondeuse, barbouillée de lois, entichée de lettres » qui « honorait nos provinces », et « constituait une aristocratie intellectuelle qui balançait ses intérêts avec ceux de la justice... »³ Peut-être Charles de Rémusat, parlant de son grand-père, Charles Gravier de Vergennes, le neveu du ministre, qui fut maître des requêtes, intendant de province et des finances, approche-t-il plus de la réalité sociale: « Par ses fonctions comme par ses mœurs, il appartenait à cette haute bourgeoisie ennoblie par le fidèle service de l'Etat... »⁴

La Cour ne fut pas la seule à s'étonner de l'extraordinaire « fortune » du nouveau secrétaire d'Etat: ses compatriotes bourguignons en furent éblouis: « Le 8 de ce mois, écrivait, en juin 1774, l'avocat Micault, on a appris à Dijon la nouvelle de la promotion de M. le chevalier de Vergennes (qui, d'ailleurs, à cette date, avait été déjà fait comte par le Roi, lors de son départ en ambassade en Suède)... et on alla en foule en faire compliment à M. le Président de Vergennes, son frère. On peut dire de M. de Vergennes qu'il a fait une belle fortune, étant parvenu à l'âge de cinquante-cinq ans, de fils d'un simple maître des comptes de Dijon à la place de ministre d'Etat. »⁵

Il avait été baptisé, le 29 décembre 1719, en la paroisse St Jean de Dijon, né de Charles Gravier, seigneur de Vergennes, maître ordinaire en la Chambre des Comptes et de Françoise Chevignard.⁶ Son père avait été pourvu de cet office le 28 juillet 1718. Il mourut en charge le 12 décembre 1745, remplacé par Edme Maistrize, notaire et procureur à Beaune, sur proposition du fils du défunt, le futur ministre, qui se trouvait alors à Lisbonne comme « gentilhomme d'ambassade ». Le frère aîné de ce dernier, Jean Gravier, sgr de Vergennes, était déjà, depuis le 16 juillet 1738, titulaire d'une maîtrise des comptes qu'il résigna en 1742, pour passer à un office de président.⁷

Leur grand-père, Charles Gravier, sgr du Bois de Vergennes, avait exercé l'office de trésorier général de France à Dijon depuis le 23 janvier 1681, et après les vingt ans réglementaires pour la noblesse graduelle, il l'avait résigné en 1706 en faveur d'Etienne Pourcher⁸. Ce sont donc les deux fils de la troisième génération qui furent juridiquement nobles, grâce à l'anoblissement graduel par charges.

Auparavant, les Gravier appartenaient au monde de la basoche. Leur ancêtre Jean Gravier était installé au XVI^e siècle à Paray-le Monial. Ses deux fils, Théophile et Jean vinrent s'établir comme avocats à Dijon, capitale de la province, mais surtout ville de parlement et de chambre des comptes, où un homme de loi ambitieux pouvait espérer le couronnement de son ascension sociale. Ils furent l'origine des deux branches de la famille Gravier. Jean, de son mariage avec Madelaine Thomas, d'une famille qui donna des membres de la Chambre des Comptes et même du Parlement, il eut Philibert. Ce dernier, également avocat, avait épousé, en 1752, Rose Perreault, fille d'un avocat à Autun; elle lui apporta le petit fief du Bois de Vergennes, situé à Saint-Germain-sur-Couches (Saône-et-Loire), qui donna son nom à la famille: ce furent les arrière-grand-parents du ministre. Ils n'atteignirent qu'à

la génération suivante le rang des offices de finance : pour cela, ils avaient dû abjurer la religion réformée.

Les Gravier, en effet, comme les Perreault et les Heudelot, auxquels ils s'allièrent plusieurs fois au cours du XVII^e siècle, étaient ardemment protestants : nombreuses sont les filles de la famille qui portaient les prénoms de Suzanne, Sarah ou Judith, et nombreux les fils, ceux de Samuel ou Daniel, Isaac, Isaïe ou Abel. Le frère de Jean Gravier, Théophile, avait épousé au temple de Beaune, le 31 décembre 1617, la sœur de Claude Saumaise, le grand érudit protestant, et c'est leur troisième frère, Barthélemy, pasteur à Paray, qui avait béni leur union. Le grand-père de Vergennes, Charles, né à Dijon, le 2 avril 1654, avait été baptisé dans le temple d'Is-sur-Tille, « la Genève du Dijonnais », le 27 avril suivant. Mais, si certains des Gravier et des Perreault, « deux familles étroitement unies et illustrées par le ministère pastoral », préférèrent l'exil, après la Révocation de l'Edit de Nantes de 1685, ce ne fut pas le cas de la branche de Vergennes, qui abjura au cours des années 1670 : le grand-père épousa, le 20 avril 1680, Anne Garnier en St Michel de Dijon, et ses provisions de trésorier général de France précisaient qu'il était bien de « religion catholique, apostolique et romaine » : ses huit enfants furent baptisés dans la foi catholique, et deux de ses filles devinrent même religieuses ursulines à Beaune.⁹

Cette bourgeoisie officière du bureau des finances et de la chambre des comptes, en voie d'anoblissement, à laquelle appartenaient les Gravier et la plupart de leurs familles alliées, n'était en définitive qu'une robe de seconde condition par rapport à celle du Parlement. La branche fondée par Théophile Gravier resta établie en Bourgogne jusqu'à la Révolution. Elle fut anoblie par la « savonnette à vilains » avec Samuel Gravier, seigneur des Bessons, qui acheta en 1693 un des quatre offices de conseiller secrétaire du Roi de la chancellerie du parlement de Besançon, et qui mourut en charge le 2 avril 1702 et fonda le rameau de la Gelière¹⁰, tandis que son neveu, Isaac Gravier, qui fut reçu trésorier général dans le Bureau des finances de Dijon, le 9 décembre 1687, et fut, à son décès en 1712, remplacé par son fils, Jean Gravier de Saint-Vincent, seigneur des Anglets et de St Vincent-lez-Bragny, fonda celui de Saint-Vincent.¹¹

Le fils de Samuel, un autre Samuel Gravier, écuyer, seigneur de la Trêche et des Bessons, lors de son mariage en 1702, était, en 1710, qualifié de chevalier, sgr des Bessons et de la Trêche, conseiller du Roi, lieutenant général d'épée au bailliage et siège présidial d'Autun. Son fils, Claude Madelon Gravier, comme il se devait au troisième degré de noblesse, abandonna les offices pour la carrière

militaire. A la génération suivante, l'ascension sociale est évidente, lorsque le cousin du ministre principal du Roi, « Messire Jean-Séverin Gravier, capitaine de dragons au régiment de Durfort, baron de la Gelière, demeurant à Beaune, épousa, le 7 novembre 1785, une fille de la bonne noblesse de Bourgogne, déjà alliée à Vergennes, dame Marie Jeanne Françoise de Ganay, chanoinesse comtesse de Leigneux, fille de feu Lazare de Ganay, chevalier, comte de Lusigny, sgr de Grandmont, Thorey sous Charny et autres lieux et d'Henriette Gabrielle de Contaud de Coulanges. »

Fidèle à la tradition des grandes familles de la Cour qui protégeaient les branches restées en province, l'illustre parent avait accepté d'être le témoin de cette union : l'époux avait été, en effet, « assisté » de son frère, Jean Séverin François Gravier de Chamandrey, capitaine de dragons au régiment de Ségur, de « haut et puissant seigneur, Mgr Charles Gravier, comte de Vergennes, chef du Conseil Royal des Finances, ministre et secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, commandeur des ordres du Roi, son cousin ; de haut et puissant seigneur, Jean Gravier, marquis de Vergennes, ambassadeur du Roy près de la République des Suisses, son cousin ; de haut et puissant seigneur Jean Gravier, baron de Vergennes, mestre de camp en second du Régiment Royal Vaisseaux, son cousin ; de haut et puissant seigneur Charles Gravier, chevalier, maître des requêtes et Intendant général des Impositions du Royaume. » L'épouse était assistée de sa mère et de son frère consanguin, Anne Philippe de Ganay, chevalier, comte de Lusigny, capitaine au régiment Dauphin Cavalerie.¹²

L'alliance qui eut le plus de retentissement dans la vie et dans la carrière de Vergennes fut celle que son père contracta avec la famille Chevignard. Sa mère, en effet, était Marie-Françoise Chevignard de Charodon, qui mourut des suites de ses couches, le 11 janvier 1720. Nous aimerions savoir quels furent les sentiments du jeune garçon envers la femme, sa marâtre, que son père épousa près de trois ans plus tard comme, d'une manière générale, sur son enfance, son adolescence et sa jeunesse à Dijon ; malheureusement, nous n'en savons rien, sinon qu'il fit ses études chez les Jésuites, sans doute au collège des Godrans à Dijon, puis à la Faculté de Droit de cette ville, fondée par l'édit de décembre 1722. Du moins savons-nous que la fortune du père de Vergennes se situait à un bon niveau parmi les fortunes provinciales : dans son contrat de mariage, il était précisé que la famille Gravier contribuerait aux dépenses du couple pour 80.000 livres, et que la dot de sa femme était de 45.000 livres.¹³

Les Chevignard, dont l'origine est connue à Beaune dès le commencement du XVIe siècle, sortaient du notariat et avaient

fourni des maires et plusieurs officiers du grenier à sel de la ville ; ils avaient connu un bel essor au cours du XVII^e siècle : l'autre grand-père de Vergennes, Jean Chevignard de Charodon, comme son frère Blaise, avait été également trésorier général de France au Bureau des finances de Dijon. Il mourut, fort âgé, en 1751, dans l'exercice de sa charge.¹⁴

Une deuxième branche, celle de La Palu, resta installée en Bourgogne au cours du XVIII^e siècle : elle eut pour auteur Louis Chevignard, trésorier de France à Dijon en 1710, père de Théodore, secrétaire du Roi, qui eut pour fils, Edme-Théodore, écuyer, et Claude-Louis, maître des comptes¹⁵. C'est à cette branche qu'appartenait Edme-Vivant-Joseph Chevignard, conseiller au parlement en 1786, et sans doute également, le Chevignard, maître des requêtes au Conseil du Roi, auquel Vergennes confiait les affaires qui lui tenaient le plus à cœur.

C'est la troisième branche des Chevignard, celle dite « de Chavigny », qui eut une influence décisive sur le destin de Vergennes. Le chevalier de Chavigny, le diplomate, était, en effet, le cousin germain de son grand-père. Nous évoquerons plus loin l'usurpation du nom de Chavigny qui valut à leurs auteurs un éclat scandaleux, mais dont ils surent, malgré la disgrâce et l'exil, tirer le meilleur parti. Le père des Chavigny, Théodore Chevignard, fut procureur du Roi au bailliage, chancellerie et grenier à sel de Bourgogne de 1654 à 1678, secrétaire du prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, de 1671 à 1686, et enfin maire de Beaune en 1678. Il avait épousé, le 23 juillet 1680, Jeanne Pourcher, de Nuits, également d'une famille d'officiers de finances.¹⁶

Le frère aîné du diplomate, Philibert continua la tradition bourguignonne de cette branche des Chevignard : il acquit en 1719 une charge de Président à mortier au parlement de Besançon ; il s'y enracina en épousant Françoise-Bonaventure Jobelot de Montureux, d'une vieille famille parlementaire de Franche-Comté. Il espérait bien la perpétuer en leur fils Théodore, né en 1731 à Besançon. Le chevalier de Chavigny avait fait donner à son filleul une éducation soignée au collège Louis-le-Grand, et lui avait obtenu la survivance du gouvernement de Beaune en 1745 : leur ascension avait suscité l'admiration de leurs compatriotes : « leur bel endroit, c'est d'être les seuls artisans de leur fortune et de ne devoir toute leur grandeur qu'à eux-mêmes : leur mérite et leurs travaux sont pour ainsi dire les seuls parents qui les ont élevés. »¹⁷ En 1757, le diplomate, qui avait acheté la terre de Toulangeon, à Montcenis, près d'Autun, pour 195.000 livres, obtint des lettres d'érection en comté pour lui-même, et pour celui qu'il considérait comme son

propre fils. Tous leurs espoirs s'effondrèrent, lorsque le jeune homme, âgé de vingt-huit ans, mourut de la petite vérole, le 16 janvier 1760. Le frère de Vergennes assura la continuité, car il avait épousé, le 30 mai 1746, l'une des deux sœurs et héritières du défunt, sa cousine Jeanne-Claude Chevignard de Chavigny.¹⁸ Quant à la terre de Toulangeon, Chavigny la céda, le 9 février 1764, à ses neveux Vergennes. Le 6 mai 1771, Vergennes, qui venait d'être fait comte par Louis XV, à son départ pour Stockholm, acheta la part de son frère dans le comté de Toulangeon, qui devint comté de Vergennes.¹⁹

Le « mentor » Chavigny

. « Le sr de Vergennes doit son éducation politique à feu M. de Chavigny, son grand-oncle, qui le mena avec lui à Lisbonne en 1740 où il commença à le former aux affaires. Le sr de Vergennes le suivit en 1743 à Francfort et eut l'avantage d'être admis, du consentement de tous les princes intéressés, au secret de la négociation qui produisit l'alliance connue sous le nom d'Union de Francfort. M. de Chavigny, ayant eu la permission en 1744 de faire sa cour au Roi, le sr de Vergennes fut chargé, pendant cet intérim, de la correspondance et il eut le bonheur de mériter des témoignages de satisfaction des ministres de S.M. En 1746, M. le marquis d'Argenson fit proposer au sr de Vergennes de l'employer en Allemagne, mais celui-ci, désireux de se former davantage sous un bon maître, préféra de suivre M. de Chavigny en Portugal, qui voulut bien lui faire faire tout le travail de l'ambassade... »²⁰

Dans un mémoire adressé à son ministre, le duc d'Aiguillon, Vergennes reconnaissait ainsi ce qu'il devait à celui qui lui avait servi de père spirituel. Il n'est pas exagéré de dire, en effet, que, sans Chavigny, il n'y aurait pas eu Vergennes. Non seulement, il lui a donné une éducation politique, théorique et pratique, en l'appelant près de lui, en lui enseignant l'art du diplomate et en lui inculquant les « vrais principes » de la politique étrangère de la France, tels qu'il les concevait et tels qu'il les appliquait. Mais aussi, par les multiples relations qu'il avait su acquérir par son entregent, et par l'influence que lui avaient valu son talent et ses capacités, il lui mit le pied à l'étrier, en lui ouvrant la carrière diplomatique.

Théodore Chevignard de Chavigny était, il est vrai, un personnage hors du commun. Né en 1687, sa jeunesse avait été éclaboussée par un scandale qui lui avait valu la disgrâce de Louis XIV. Dans les années 1700, en effet, deux jeunes gens, issus d'une ancienne et illustre famille, les Chavigny-le-Roy, faisaient de brillantes études chez les jésuites du collège de Clermont, à Paris : l'aîné, Philibert, y

était connu sous le titre de comte de Chavigny-le-Roy, prince de Bréderode, et le cadet, Théodore, sous celui de comte de Bréderode. Apparentés aux plus grands lignages, ce furent surtout les Rohan, en la personne du prince de Soubise, qui s'intéressèrent à leur destin. Ce dernier les présenta au Roi qui parut séduit par leur bonne mine et leur intelligence. Comme il était accoutumé dans les grandes maisons, l'aîné choisit la carrière militaire et obtint la permission du Roi d'acheter, moyennant 85.000 livres, un guidon de gendarmerie ; le cadet se consacra à l'Eglise et se vit accorder par Louis XIV l'abbaye de Bellefontaine, au diocèse de La Rochelle, le 24 décembre 1709. La jalousie et l'envie des courtisans ne mirent pas longtemps à découvrir le pot aux roses : les deux frères n'étaient que les fils de Théodore Chevignard, simple procureur du Roi au bailliage de Beaune, personnage intelligent et ambitieux qui avait cru trouver, en faisant usurper à ses enfants le nom et les titres d'une grande famille éteinte, le moyen ingénieux de les faire évader d'un destin provincial. Grands furent la surprise et le courroux de Louis XIV de s'être laissé ainsi duper, selon Saint-Simon, trop heureux de dénoncer ironiquement son ignorance de la généalogie : les deux imprudents durent renoncer à leurs charges et s'exiler définitivement en Hollande.²¹

D'autres qu'eux eussent caché leur honte dans la plus totale discrétion jusqu'à la fin de leurs jours : ce ne fut pas le cas. Ils profitèrent de la conjoncture internationale pour mettre les connaissances et les relations qu'ils s'étaient ménagées habilement au service de la diplomatie française qui œuvrait alors en Hollande. Théodore, le cadet, sans doute le plus délié, sut en tirer le meilleur parti : c'était le début d'une brillante carrière diplomatique. Le plus étonnant fut qu'il conservât le nom de Chavigny, et qu'il dût ce rétablissement aux premières dupes de l'usurpation, les Rohan, qui restèrent ses protecteurs ; le cardinal de Soubise avait, en effet, servi d'intermédiaire avec le ministre Torcy : « Ce ne sera pas aussi une des moindres actions de Votre Eminence de nous remettre dans la carrière de la fortune d'une manière qui pourroit être telle qu'elle ne laisseroit pas de surprendre un peu... », reconnaissait Chavigny²². La disparition de Louis XIV facilita le retour en France. Le prince de Rohan présenta le chevalier de Chavigny au Régent qui balaya le passé d'un geste de la main et lui confia une mission secrète en Angleterre. Mais tout le monde n'avait pas la largesse d'esprit et la magnanimité du duc d'Orléans et Chavigny porta toujours la tache originelle : les mémorialistes ne se firent pas faute de la rapporter souvent en l'enjolivant et en la travestissant avec malveillance de la part de ceux qui ne l'aimaient pas et le jalousaient comme Saint-

Simon ou d'Argenson, ou plus tard, de ceux que la fortune de son neveu Vergennes indisposaient, comme Besenval ou Montbarey.

Ses qualités de négociateur lui valurent rapidement la confiance de l'abbé Dubois qui en fit un de ses meilleurs agents, et même son confident, puisqu'alors qu'il l'avait avec lui à Londres comme secrétaire, il l'envoya en 1718 pour veiller à ses intérêts auprès du Régent. Cependant, ce qui importait le plus à Chavigny était de passer de la diplomatie secrète, qui ne pouvait lui apporter aucune certitude de carrière, au service du Roi dans la diplomatie officielle : « Je consentis au voyage d'Angleterre, mais, pour ne pas retomber dans le même délaissement où j'avois été depuis la mort de Louis XIV, j'exigeay la promesse positive de la place d'Envoyé du Roy en Italie qui étoit vacante... »²³ Il réunit ainsi souvent en sa personne les deux formes de diplomatie, missions secrètes et fonctions officielles : il négocia à Parme, puis à Madrid, en 1721 et 1722, la réconciliation définitive du Régent et de la cour d'Espagne : elle lui valut l'estime et la considération de Philippe V et d'Elisabeth Farnèse.

Chavigny rechercha toute sa vie les protections et les amitiés qui pourraient le favoriser dans sa carrière. C'était une nécessité pour les gens de sa condition, sans naissance, sans alliances et sans parentèle : « Vous savez mieux que personne », écrivait-il au maréchal de Belle-Isle, le 1er août 1741, « que, forcé par ma destinée, je n'ay jamais eu d'autre choix que de m'accrocher à la première branche que j'ay trouvée sur mon chemin... »²⁴ Et lorsqu'il demandait au prince de Conti, le 18 août 1745, de recommander Vergennes auprès de la cour du jeune électeur de Bavière, il le faisait en ces termes : « J'ai deux neveux : l'un qui est auprès de moi et que j'ai élevé et formé avec grand succès aux affaires... Il a connu trop tôt, dans les traverses que j'ai à essayer, les difficultés pour des gens aussi isolés que nous pour percer... »²⁵ Sans les protections qu'il sut se ménager grâce à ses grandes capacités, mais aussi grâce à son habileté et à sa souplesse, il n'eut pas mené à bien une carrière aussi brillante.

Grâce à Dubois celle-ci prit en 1723 un tour décisif : le premier ministre du Régent l'envoya en mission à Hanovre auprès de Georges 1er, roi d'Angleterre, mais aussi, et surtout, électeur de Hanovre. A partir de cet instant, Chavigny ne cessa plus d'être le principal maître d'œuvre de la diplomatie française en Allemagne, où la question posée de la succession d'Autriche, comme un demi siècle auparavant la succession d'Espagne, tenait et allait tenir en haleine toutes les cours européennes : d'abord représentant du Roi à la Diète de Ratisbonne, il s'efforça avec succès de « regagner un pied dans l'Empire », et il y ménagea à la France des liaisons et des

amitiés précieuses. Il y resta jusqu'en 1731, date à laquelle il fut envoyé à Londres, où ce qui domina sa mission furent les problèmes continentaux : il n'en fut rappelé qu'en 1737. Durant ces quatorze années, Chavigny devint le meilleur spécialiste français des affaires de l'Empire. Il avait aussi lié son sort au garde des sceaux Chauvelin, secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, dont beaucoup prévoyaient qu'il serait le successeur du vieux cardinal de Fleury. Ces liens étaient d'autant plus forts que les deux hommes partageaient, à quelques nuances près, les mêmes principes politiques : Vergennes reconnaît aussi en Chauvelin, même s'il n'eut jamais l'occasion de travailler directement sous ses ordres, l'un de ses maîtres : « J'ai appris d'un grand maître, feu M. le garde des sceaux Chauvelin », confia-t-il plus tard à Montmorin, « que toute la science de la politique se concentrait dans les deux mots : prévoir et prévenir »²⁶ Auprès de Chauvelin, Chavigny apprit également l'importance de se concilier la faveur de la finance royale, si étroitement mêlée au gouvernement de la monarchie : la maîtresse du garde des sceaux n'était-elle pas Madame de Monconseil qui appartenait à une puissante famille de financiers, les Berthelot. Elle était d'ailleurs la belle-sœur d'Agnès Berthelot, marquise de Prie et favorite très influente du duc de Bourbon. Chavigny sut faire de Mme de Monconseil, comme de Mme de Pléneuf, une autre de ses belles-sœurs, ses amies. Il se lia également à un autre financier, Silhouette, qui devint un éphémère contrôleur général des finances. Nous le verrons ensuite se réclamer de l'amitié et de la protection des plus importants et des plus riches financiers de l'époque, les frères Paris, d'ailleurs, eux-mêmes très liés à la marquise de Prie, et ensuite aux sœurs Mailly-Nesle, et enfin à Mme de Pompadour. Chavigny sut très bien comprendre le rôle capital que pouvaient jouer ces groupes de pression qui alliaient finance et politique, et en tirer le meilleur parti possible tant pour faire triompher ses principes dans le gouvernement, que pour satisfaire ses ambitions : Vergennes comprit la leçon.

En 1737, une catastrophe imprévue, la disgrâce du garde des sceaux, vint menacer Chavigny : sans doute dut-il à l'estime du vieux cardinal de ne pas partager le sort de son protecteur qu'il remplaça rapidement par le contrôleur général Orry. La rumeur courut même qu'il serait fait secrétaire d'Etat à sa place, mais, note d'Argenson, « ceux dont on parlait pour cette place avaient tous leurs raisons d'exclusion, plus forte l'une que l'autre, tels que M. de Chavigny par le triste rôle qu'il a joué dans sa jeunesse... »²⁷ Nommé envoyé extraordinaire du Roi au Danemark, il fit la fine bouche : « Je ne me serois pas attendu que, pour récompenser vingt-six ans de services

difficiles et non interrompus, on auroit pensé à me reléguer dans un cul-de-sac du Nord, sous le prétexte spécieux d'y former un système nouveau. Quelque aversion que j'eusse pour cette destination, je ne pus me défendre de la déférence que je devois à M. le Cardinal; moins de la passion que j'ay toujours eue de me rendre plus capable de servir le Roy... »²⁸ A son retour de Copenhague, il fut fort bien reçu à la Cour, et Fleury parut oublier ses liens passés avec Chauvelin. Il put espérer un instant le couronnement de toutes ses ambitions, mais le ministère lui échappa encore et il n'eut que l'ambassade de Lisbonne que d'Argenson avait dédaigneusement refusée. Portant, pour la première fois, le titre d'ambassadeur, il n'en fut pas ravi, car, « reculé dans un coin quasi à part du monde entier », il était désespéré à la pensée de ne pas se trouver sur la « scène aussi intéressante » qui n'allait pas tarder à se présenter dans l'Empire: « Me voilà en Portugal: je ne m'y plais, ni ne m'y déplais; je jouis à bon compte d'un beau climat et d'un loysir dont je n'avois pas encore trop connu toute la douceur. J'attendrai sans impatience du tems qui s'écoule insensiblement une destination qui soit plus assortie à mon goût et à l'habitude où je suis de travailler... »²⁹

Cette résignation ne l'empêcha nullement de fonder les plus grands espoirs sur son vieil ami le maréchal de Belle-Isle qui avait été chargé de mener la politique royale dans l'Empire après la mort de l'empereur Charles VI: « je ne vous ay pas plus tost vu où vous êtes que j'ay repris plus de confiance, je veux dire que vous sçauriez, ou plus tost ou plus tard, trouver où faire ma place... »³⁰

Chavigny comptait également sur l'amitié et sur l'influence des frères Paris: il leur devait le financement de son ambassade à Lisbonne auquel son peu de fortune le rendait incapable de faire face: « Pour ne vous rien déguiser, je suis bien gueux, et il ne falloit pas moins qu'un ami aussy rare et aussy solide que je l'ay trouvé dans M. de Monmartel pour une ambassade... »; il l'appelait d'une manière pittoresque « son père nourricier ». En échange, il servit d'intermédiaire entre Belle-Isle et les deux frères, toujours à l'affût d'une bonne affaire, pour le financement des opérations en Allemagne³¹.

Le maréchal prit donc en mains les intérêts de Chavigny: rien ne put désarmer la rancune du vieux cardinal à l'égard de l'ancien ami du garde des sceaux disgrâcié, ni les réticences du secrétaire d'Etat Amelot qui craignait de favoriser un compétiteur redoutable: « tout a été inutile: l'on m'a donné de fort mauvaises raisons, et, à mon grand étonnement, je n'ay pas mieux réussi auprès de Son Eminence que j'avois fait auprès de M. Amelot. Je ne sçauois vous en dire davantage par écrit... »³²

Après la mort de Fleury, Chavigny reprit espoir, mais il ne pouvait plus compter sur le crédit de Belle-Isle que la catastrophe d'Allemagne avait épuisé. Aussi se tourna-t-il immédiatement vers un nouvel astre, le maréchal de Noailles : dès le 9 juillet 1743, il lui faisait ses offres de service et sa demande de protection. Il obtint enfin son rappel de Lisbonne, et grâce à l'estime de Louis XV et à la protection conjuguée de Noailles et des frères Paris, Chavigny qui gardait officiellement son titre d'ambassadeur de France à Lisbonne, obtint la mission en Allemagne dont il rêvait. Elle lui ouvrit la période à la fois la plus brillante et la plus décevante de sa carrière. C'est sur Chavigny que reposa de 1743 à 1746 la politique française en Allemagne. Il s'employa, souvent avec succès, à y redresser une situation diplomatique très compromise : il sut rallier autour de l'empereur bavarois des princes allemands, tant catholiques que protestants, dans l'alliance appelée Union de Francfort.³³

Le diplomate redoutait surtout de perdre la guerre à Versailles : il exprimait ainsi avec beaucoup de justesse et de lucidité qu'en France, c'était souvent beaucoup plus à l'arrière, dans l'opinion publique, que se perdaient les guerres que sur le terrain, sur les champs de bataille :

« Vous sçavez mieux que moy », écrivait-il au maréchal de Noailles, « que tous nos maux viennent de l'opinion. Aussi longtems que celle qui nous poursuit subsiste, tous nos efforts et tous nos soins seront infructueux. Il m'est sensible que nos ennemis ne subsistent que de cette même opinion, et que pour peu que l'on voulût y remédier, nous les verrions bientôt changer de ton, et réduits à demander la paix à des conditions convenables à la réputation du Roy. Mais il faut être plus près que je ne le suis du sanctuaire pour prescher et sous vos enseignes un évangile qui doit être celui de tous les jours... »³⁴

Encore une leçon que retint Vergennes qui prit toujours le plus grand soin d'orienter l'opinion dans un sens favorable à sa politique.

La correspondance que noua Chavigny avec la maîtresse de Louis XV, la duchesse de Châteauroux, elle-même très liée aux frères Paris, ne lui fut pas moins utile : « Ce n'est pas un médiocre soulagement pour moy que de confier à votre amour pour la gloire du Roy mes craintes et mes espérances. Je ne m'effraye pas des unes, je ne m'éblouis pas des autres, mon affaire unique est que S.M. ne dédaigne pas la persévérance de mes principes et de mes intentions... »³⁵ Quelles leçons de « courtoisie » pour le jeune Vergennes qui copiait toutes les lettres adressées à Mme de Châteauroux à l'intention de Noailles.

Après le renvoi d'Amelot auquel il avait contribué largement, les espoirs de Chavigny devaient être d'autant plus grands qu'il venait de parachever sa grande négociation. Une première déception vint